

Nous faisons face à une progression de l'extrême droite dans notre pays. Les résultats du FN aux européennes, la progression des actes haineux et racistes des groupuscules d'extrême-droite sont autant de périls auxquels nous devons faire face.

Jeudi 29 mai, plus de 30000 jeunes se sont mobilisés pour barrer la route à ces idées contraires aux valeurs d'égalité et de progrès que le FN représente. En descendant dans la rue, ils ont exprimé clairement leur refus de laisser le parti frontiste porter leur contestation et parler en leur nom, ils ont affirmé ne pas se reconnaître dans les idées du FN. Car ce parti, bien qu'ayant toiletté son image, n'a pas changé le fond de son programme politique. Préférence nationale, fermeture des frontières, stigmatisation des étrangers, coupes dans les dépenses publiques, opposition à l'ouverture de droits pour les personnes LGBT, attaques contre les droits des femmes, nombres de points contraires aux valeurs que portent les jeunes aujourd'hui. Nous n'oublions pas non plus que ce parti entretient des liens étroits avec des groupuscules violents qui représentent un danger pour la cohésion sociale en prônant une démarche violente et agressive à l'encontre de leurs opposants.

Le Gouvernement porte une responsabilité dans les derniers résultats électoraux et dans la montée de l'extrême droite. Il maintient un cap politique austéritaire, se refusant à répondre aux aspirations sociales des jeunes qui attendent pourtant des réponses sur leurs conditions de vie, l'accès à l'éducation, à un véritable service public de l'orientation ainsi qu'à un travail émancipateur. Sur les questions de migrations le Gouvernement n'a pas fondamentalement rompu avec les politiques répressives menées par la droite au pouvoir. Ce cap, contradictoire avec ses promesses de campagne en 2012 parmi lesquelles figurait la «priorité jeunesse», nourrit la défiance de la jeunesse vis à vis des pouvoirs politiques.

Contre l'extrême droite, les jeunes resteront mobilisés pour défendre leurs valeurs. Ils imposeront leurs revendications en matière d'égalité des droits et d'investissement dans les services publics au Gouvernement, qui doit tenir ses engagements.

Les organisations de jeunesse syndicales, associatives et politiques appellent donc les jeunes à poursuivre la mobilisation :

- En se rassemblant mardi 3 juin à 18h Place de la Bastille et en rejoignant les initiatives organisées partout en France dans la semaine

- En rejoignant la manifestation organisée un an après la mort de Clément Meric le samedi 7 juin à 14h à Bastille

